Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°211
5 juin 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Refusons de nous taire !
NON à l'avenir qu'ils nous préparent !

Fin mai, le gouvernement a déposé un projet de « loi-programme » qui organise un pillage massif des poches des travailleurs. On y retrouve la fin des primes de nuit entre 20h et minuit. La limitation des allocations de chômage après deux ans qui exclurait plus que 100.000 personnes du chômage. Et aussi l'augmentation des droits d'enregistrement pour les procédures d'acquisition de la nationalité, qui passent de 150 à 1.000 euros. Ou encore le retour de la période d'essai de six mois avant l'obtention d'un contrat.

Et de nouvelles attaques sont apparues au grand jour.

La limitation des préavis de licenciement à un an par exemple. Cela implique qu'après 17 ans de carrière, le délai de préavis cesserait d'augmenter. C'est une façon de limiter le coût et donc de faciliter au patronat le licenciement des travailleurs plus anciens ! L'exonération d'impôts sur les allocations de chômage serait supprimée. Ainsi, même les travailleurs qui ont récemment perdu leur emploi pourraient perdre jusqu'à 200 euros par mois.

Pour chaque mesure, le gouvernement cherche à opposer une partie des travailleurs aux autres : jeunes contre vieux, avec emploi contre sans emploi. Pour tenter de justifier le projet de suppression de l'un des trois jours de maladie sans certificat, il oppose les travailleurs « qui compensent pour les autres » aux travailleurs « qui en font clairement moins ».



C'est révoltant ! Toutes ces divisions leur servent à donner l'illusion que certains travailleurs seraient épargnés. C'est faux ! Les attaques actuelles contre le monde du travail concernent l'ensemble des travailleurs. Et ceux qui ont l'illusion qu'ils ne seraient pas touchés déchanteront. Car toutes ces mesures – l'augmentation de la précarité et du chômage, la baisse des allocations et des pensions – pèseront sur les salaires et les conditions de travail de tous.

Le patronat prétend que les réformes actuelles sont nécessaires pour « assainir les finances ». Mensonge ! En plus des milliards dépensés pour acheter des armes, il y a chaque année des dizaines de milliards d'euros qui partent en cadeaux aux entreprises privées.

Les grands groupes, tout en licenciant, continuent d'engranger des milliards de profits ! Electrabel, une filiale du groupe Engie, a réalisé 7,9 milliards de profits en 2024 et a décidé de verser 6,2 milliards en dividendes à sa maison mère !

De l'argent, il y en a ! Les attaques actuelles, et la volonté du patronat de trouver de l'argent public pour l'armement et maintenir, voire augmenter ses profits, sont la conséquence du faible rapport de force actuel des travailleurs face à la bourgeoisie.

En refusant, en février, d'essayer de mobiliser plus largement les travailleurs, en dispersant les mobilisations, les directions syndicales portent une part de responsabilité dans l'état actuel du rapport de force.

Quant au Parti socialiste, il ne dénonce aujourd'hui les mesures gouvernementales que pour tenter de faire croire aux électeurs que dans un prochain gouvernement il pourrait mener une autre politique que celle du patronat. Alors que depuis des dizaines d'années, il a toujours été le fidèle serviteur des intérêts de la bourgeoisie ! Et il accentue la division communautaire en prétendant que les attaques ne viseraient que les francophones ou que les néerlandophones y auraient intérêt.

Mais les attaques actuelles ne sont pas une fatalité !

Il faut refuser de se taire, refuser d'accepter l'avenir sinistre qu'ils nous préparent. Dire NON, on ne

s'habituera pas à la violence de cette société dans laquelle des ministres trouvent normal de couper les vivres à des parents qui n'ont pas réussi à retrouver un emploi après s'être fait virer par une multinationale regorgeant de profits.

On ne s'habituera pas à la misère qu'ils nous préparent, à un monde où les violences policières contre les jeunes des quartiers populaires sont tellement courantes et impunies qu'un agent de police a tué un gamin de 11 ans qui roulait en trottinette électrique dans un parc ! On ne s'habituera pas à un monde où, pour maintenir leur pouvoir, les capitalistes dressent des barbelés entre les peuples, enfermant les uns, et nourrissant partout la peur, le racisme et toutes les divisions. On ne s'habituera pas à un monde de guerre et de sang.

La dégradation de toute la société n'est pas une fatalité. Les travailleurs sont nombreux et font tout tourner dans la société, ils sont en mesure de faire reculer patronat et gouvernement en s'organisant, en unissant leurs luttes. Ils ont même la capacité de renverser la bourgeoisie et d'instaurer une société sans guerre et sans misère !

Dépenses militaires et guerre de classe

Achat d'avions de chasse F-35 : plus de 3,6 milliards d'euros. Construction du nouveau quartier général de l'armée : au moins 500 millions. Budget de la « Défense » : 6 milliards par an, autrement dit 3 milliards en plus qu'en 2020, chaque année !



Comment osent-ils prétendre que les mesures d'austérité qu'ils nous imposent sont nécessaires pour faire des économies ?

La vérité est bien plus crue. Les mesures d'austérité servent d'abord à détourner des milliards d'euros d'impôts au profit des marchands de canons et des actionnaires des banques qui ont avancé l'argent à l'État pour ses achats mortifères !

La guerre en Ukraine et l'épouvantail de la « menace russe » ne sont que des prétextes. Et les ministres à la manœuvre (aujourd'hui Francken (N-VA) et avant lui Dedonder (PS)) ne font qu'appliquer les appels de la Maison Blanche, de la Commission européenne et de l'Otan. Car derrière, c'est la bourgeoisie qui impose aux gouvernements d'emboîter le pas !

Les capitalistes savent reconnaître l'odeur de l'argent public pour augmenter leurs profits. Quand l'État se charge de lever l'impôt pour dépenser dans l'armement et la logistique qui l'entoure, les patrons de tous les secteurs espèrent que cela leur profitera à eux aussi ! En Belgique, le chiffre d'affaires du secteur de l'armement s'élève à 2 milliards par an !

Ils prétendent que l'augmentation des dépenses militaires est un moyen de défendre la population, c'est un mensonge ! C'est le contraire qui est vrai ! L'augmentation des dépenses militaires est une offensive contre la classe ouvrière. C'est l'occasion pour la bourgeoisie de faire payer aux travailleurs l'augmentation des profits en temps de crise. Aujourd'hui, en faisant payer le prix de l'achat des armes, et demain faire payer le prix du sang, si c'est là qu'elle voit son intérêt !

Attaques en rafales

Jeunes travailleurs ? Retour d'une « période d'essai » de six mois avant l'obtention d'un contrat.

Vieux travailleurs ? Fin des périodes assimilées dans le calcul de la pension.

Ouvrier de nuit ? Fin des primes de nuit entre 20h et minuit.

Conducteur ou accompagnateur de train ? Recul de l'âge du départ à la retraite de 55 à 67 ans.

Travailleuse à temps partiel ? Durcissement des conditions d'accès à la « pension complète ».

Travailleur sans emploi ? Limitation des allocations de chômage à maximum deux ans.

Travailleur des soins de santé ou de la fonction publique ? Décalage du mécanisme d'indexation des salaires.

Littéralement tous les travailleurs sont impactés par les mesures du gouvernement Arizona !

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

Frapper celles qui ont le plus de mal à se défendre

Le gouvernement prétend vouloir « encourager l'emploi » et pas « plonger les gens dans la misère ». Quelle salade ! Alors que l'accord de la coalition prévoyait initialement des exceptions dans l'exclusion du chômage, par exemple en ce qui concerne les plus de 55 ans, le gouvernement a fait un pas plus loin dans la généralisation de la misère ! Il a finalement décidé que seuls les plus de 55 ans avec plus de 30 années de travail à temps plein seraient exemptés.

Mais parmi les demandeurs d'emploi de plus de 55 ans, il y a de nombreuses personnes, et en grande majorité des femmes, qui ont fait une bonne partie de leur carrière à temps partiel, souvent imposé !

La FGTB estime que 10.000 femmes seraient concernées. 10.000 femmes qui ont travaillé, qui ont aujourd'hui plus de 55 ans et auront toutes les difficultés à



retrouver un emploi et qui aujourd'hui seraient exclues du chômage ! Et pire : si leur conjoint a un revenu, beaucoup de ces femmes seraient également exclues du CPAS !

Difficile de voir dans cette mesure autre chose qu'une façon pour le gouvernement de trouver de l'argent en appauvrissant les plus démunies… jusqu'à ce qu'elles ripostent !



Austérité budgétaire en pratique

Le collège communal de Dendermonde, invoquant la situation financière difficile de la ville, a décidé de se débarrasser de quatre services publics importants. Il s'agit de la crèche, de la cuisine centrale du CPAS, des aides ménagères à domicile et du service de nettoyage de plusieurs services communaux.

Ces services ne seront plus gérés par la ville et potentiellement externalisés. À peu près 160 travailleuses et 1.500 familles sont concernées.

En réaction, lundi 2 juin, une partie du personnel communal a cessé le travail en signe de protestation, et une lettre ouverte a été adressée aux autorités pour dénoncer la violence de ces décisions.

De nombreux parents pourtant impactés lundi par la fermeture de la crèche disaient comprendre cette journée de grève : « le personnel n'a pas le choix ».

Oui, ces décisions sont violentes ! Elles sont la conséquence directe, dans une petite ville, de l'austérité budgétaire. Et pour s'y opposer, la seule solution sera de réagir collectivement. Car ce qui se passe à Dendermonde est en cours partout en Belgique !

Bruxelles : gérer l'austérité ou pas ?

Avec ses 89 députés, dont 17 réservés aux électeurs néerlandophones, ses 6 groupes politiques francophones et 8 néerlandophones, la mise sur pied d'un gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale est une entreprise des plus délicates. D'autant plus que certains groupes refusent de gouverner avec d'autres.

Depuis les élections de juin 2024, le précédent gouvernement poursuit en affaires courantes, en reconduisant les anciens budgets. Mais cela pose de plus en plus de problèmes, notamment aux ASBL, qui ont de plus en plus de mal à recevoir des subventions et sont contraintes de licencier, mais aussi pour la poursuite et l'engagement de nouveaux travaux, alors que de très nombreux chantiers sont en cours ou en attente. Et tout cela dans le cadre d'une quasi faillite de la ville !

Tous les politiciens des grands partis polémiquent depuis près d'un an sur la répartition des places de ministres. L'une des options récente du PS serait celle d'une coalition dite « de gauche » qui regrouperait notamment PS/Vooruit, Ecolo/Groen et le PTB.

Un tel gouvernement bruxellois se retrouverait brutalement, comme n'importe quel autre, face à la politique d'austérité exigée par la bourgeoisie et le gouvernement fédéral « de droite », avec des coupes dans les budgets essentiels aux besoins de la population sur fond de licenciements dans les entreprises.

Si le PTB montait dans un gouvernement bruxellois, cela serait un pas de plus pour s'afficher en tant que parti prêt à gouverner, comme l'a déclaré Raoul Hede-

bouw en novembre 2024 : « *Aujourd'hui, nous prouvons que ce vote [PTB] est utile et que nous avons vocation à entrer dans des majorités.* »

Le PTB se retrouverait de plus en plus pieds et poings liés par la politique de la bourgeoisie défendue par le PS et ses alliés. En plus de cogérer l'austérité dans trois communes (Mons, Forest, Molenbeek), il se retrouverait à devoir assumer le gouffre budgétaire de la région de Bruxelles.

La direction du PTB ne semble pas vouloir de cette coalition, consciente qu'elle y perdrait la confiance de nombreux électeurs en appliquant l'austérité à Bruxelles.

C'est là une contradiction qui traverse le PTB : quasi toutes les interventions de ses porte-paroles ces derniers mois n'évoquent quasiment pas la classe capitaliste, et visent surtout la responsabilité des politiciens. Alors que les politiciens ne sont rien de plus que les serviteurs biens rémunérés de la bourgeoisie.

En dénonçant essentiellement les ministres, et pas la bourgeoisie et son système, le PTB fait vivre l'illusion qu'il pourrait faire mieux s'il était lui-même au gouvernement. C'est bien sûr faux et les dirigeants du PTB en sont conscients, c'est pour cela qu'ils sont réticents à accéder aux postes de pouvoir.

Mais en trompant les électeurs et en mentant aux travailleurs qui le soutiennent, le PTB subit de plus en plus la pression des électeurs réformistes, et il s'éloigne toujours plus de la perspective révolutionnaire.

Et il prépare surtout la démoralisation des travailleurs, engendrée par la désillusion face à la faillite de ses perspectives réformistes.

Les « assistés », ce sont les capitalistes !

Depuis la crise financière, les gouvernements répètent le même refrain : pour « *sauver les finances publiques* », il faudrait reculer l'âge de la pension, réduire les allocations de chômage, sabrer dans les budgets de l'hôpital, de l'école et des services publics. Quel mensonge ! Ce ne sont ni les travailleurs, ni les services publics, qui coûtent trop cher. Ce sont les capitalistes qui vident les caisses de l'État.

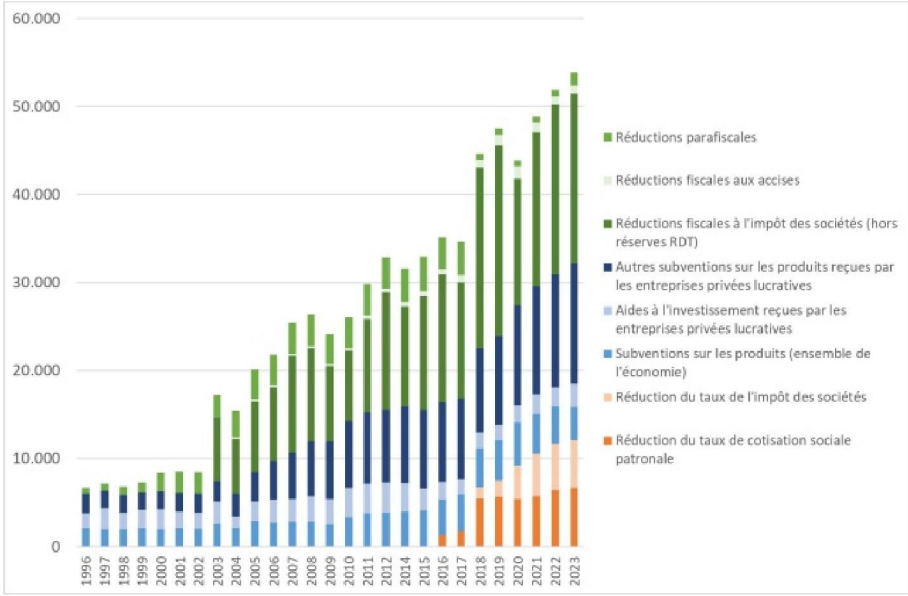
Une étude du réseau Econosphères, intitulée « *Un pognon de dingue – Le soutien public aux entreprises privées lucratives en Belgique* », met en lumière l'ampleur du phénomène. Depuis 25 ans, les aides publiques aux entreprises ont explosé : de moins de 10 milliards d'euros en 2000, elles atteignent 53,8 milliards en 2023. Et ces montants sont sous-estimés. Il s'agit désormais d'un des principaux postes de dépense publique. Et leur croissance dépasse largement celle des autres dépenses de l'État.

Ce chiffre faramineux résulte d'un enchevêtrement de dispositifs opaques et biaisés, conçus pour arroser le patronat. Les subsides salariaux, par exemple, permettent aux entreprises d'engager des travailleurs dont tout ou partie du salaire est pris en charge par l'État (contrats IBO en Flandre, APE, SESAM, Impulsion en Wallonie, Activa à Bruxelles). À cela s'ajoutent les multiples exonérations de cotisations sociales, les baisses d'impôts et un système fiscal truffé de niches qui permet aux grandes entreprises d'échapper massivement à l'impôt. Rien qu'en subsides directs, ce sont 20 milliards d'euros qui leur sont versés chaque année.

L'explosion de la dette publique découle directement de ce parasitisme organisé.

Refusant d'investir ou d'embaucher sans soutien public, les capitalistes vivent sous perfusion d'argent étatique. Cela ne s'arrête pas là : ils profitent aussi de la dette publique, en prêtant à l'État à des taux lucratifs — et en empochant les intérêts.

Non, ce n'est pas aux ouvriers, aux fonctionnaires, aux malades ou aux chômeurs de payer la dette publique. Cela fait trop longtemps que les capitalistes se gavent. Il est temps qu'ils paient l'addition !



Graphique tiré de l'étude d'éconosphères « *Un pognon de dingue – Le soutien public aux entreprises privées lucratives en Belgique* ».

Bonnets d'ânes aux adultes !

Le 22 mai, la police de Mons - Quévy a mené une opération de contrôle des élèves dans le centre-ville, soit disant « pour lutter contre le décrochage scolaire ». Sept élèves ont été verbalisés, ce qui veut dire qu'ils pourraient comparaître devant un tribunal.

La police se vante d'avoir impliqué « des parents, des éducateurs et le services d'aide à la jeunesse». Cette mesure de diversion est choquante, alors que les élèves en Communauté française sont privés de milliers d'heures de cours par manque de professeurs, et que le secteur de l'aide à la jeunesse a manifesté à de nombreuses reprises pour réclamer des moyens.

Et c'est révoltant alors même que le bourgmestre « socialiste », Nicolas Martin, vient de faire voter par le Conseil communal la suppression des postes d'enseignants payés sur fonds communaux qui étaient spécialement dédiés au décrochage scolaire dans les écoles de la Ville.

Les élèves ont besoin de matériel pédagogique et de professeurs, pas d'interpellations et de coups de bâton !



Meurtre de Fabian : colère contre l'impunité policière

Le meurtre est révoltant. En plein après-midi, Fabian - 11 ans - roule à trottinette électrique dans un parc lorsqu'un SUV de la police se lance à sa poursuite, à grande vitesse, pour un contrôle. L'enfant prend la fuite. Il est mortellement fauché par le véhicule.

Ce nouveau meurtre ne passe pas dans le quartier. La tristesse et la colère sont immenses. « *Police partout, justice nulle part. C'est ça, la réalité ici !* », lâche un père. Une mère ajoute qu'il y a un mois, un autre enfant est mort sous les roues d'un camion de police, « *15, 16, 17, 12 ans, c'est des enfants !* »

Cet assassinat n'est pas isolé. Depuis des années, des jeunes — majoritairement issus de l'immigration — perdent la vie, fauchés ou abattus lors de courses-poursuites avec la police : Mawda en 2018, Ouassim et Sabrina en 2017, Mehdi Bouda en 2019, Adil Charrot en 2020...

Et chaque fois, c'est l'impunité. Malgré des preuves accablantes, la justice blanchit presque systématiquement les policiers. Le cas d'Adil est révélateur : l'agent responsable de sa mort, accusé de comportements racistes par 18 de ses collègues, se vantait « *d'en avoir sorti un de la rue* ».

Si la Justice protège les policiers gangrénés par le racisme, c'est parce que police et justice sont là, avant tout, non pour garantir la sécurité de la population, mais pour défendre les propriétés et intérêts des riches.

Les sangsues insatiables du recouvrement de dettes

Un dossier paru dans le journal *Le Soir* relate les méthodes scandaleuses avec lesquelles des sociétés de recouvrement de dettes et d'huissiers de justice se construisent des fortunes, en utilisant de nombreux abus pour extorquer de l'argent aux débiteurs d'une facture impayée.

Près d'un million de Belges reçoivent, chaque année au moins, une lettre d'huissier pour des dettes de quelques dizaines d'euros, souvent les plus pauvres.

Profitant de leur domination du marché de la dette et de la complaisance des autorités face à leurs procédés litigieux, les grandes sociétés qui gèrent le recouvrement des dettes et celle des huissiers qui vont jusqu'en justice, facturent des frais qui font exploser la dette initiale et augmentent leurs bénéfices.

Des sociétés comme celles de Jan de Meuter à Anvers, Venturis en Wallonie, ont accumulé d'immenses fortunes. Michel Leroy, à la tête d'une officine d'huissiers à Bruxelles, s'est construit un empire immobilier.

Ils se se gavent tels des sangsues sur le dos de milliers de personnes qui s'enfoncent dans la spirale du surendettement, qui reçoivent dans leur boîte aux lettres des menaces de mise en demeure et de saisie sur salaire, visant à leur mettre la pression pour faire accepter des frais judiciaires démesurés.

Quelle bassesse !

Le MR veut supprimer les allocations familiales à partir du 4e enfant « pour sauver Bruxelles ».

Sauver… de quoi ? Du déficit ? Seules 1% des allocations sont destinées à des familles de quatre enfants ou plus.

En réalité, les bourgeois du MR veulent faire croire que Bruxelles serait menacée par les familles nombreuses d'origine étrangère, notamment maghrébine ou turque. Les responsables libéraux savent pourtant que 67% des familles avec au moins quatre enfants sont belges ou européennes.

Mais qu'importe les faits à ceux qui utilisent la xénophobie pour diviser la population et veulent masquer que ce qui menace la société, ce ne sont pas les enfants, c'est le capitalisme.



Aalter : le racisme des baronnies communales

Une enquête conjointe du journal De Morgen et de l'émission Pano (VRT) a mis au jour des pratiques de discrimination systématique à Aalter, en Flandre-Orientale. Cette commune est dirigée depuis plus de trente ans par l'ancien ministre, Pieter De Crem (CD&V), petit baron local.

À Aalter, les habitants étrangers — ou simplement porteurs d'un nom « *non belge* » — devaient attendre en moyenne six mois avant d'être inscrits au registre de la population. Soit neuf fois plus longtemps que les « *Belges* ». Ces délais atteignaient parfois un an, bloquant l'accès aux droits sociaux et démarches administratives. La commune imposait, en plus, des obstacles arbitraires : documents supplémentaires, lettres de motivation...

Des centaines de plaintes ont été adressées à la ministre de l'Intérieur d'alors, Annelies Verlinden (CD&V, aujourd'hui ministre de la Justice). Malgré des alertes répétées — y compris de la part d'autres cabinets ministériels — aucune suite n'a été donnée. Les pratiques discriminatoires ont continué, avec la complicité du gouvernement fédéral.

Ce n'est pas un dérapage local, mais un reflet du racisme qui traverse tous les étages de l'État. Des politiques migratoires, aux procédures hyper restrictives d'acquisition de la nationalité, c'est tout l'État belge qui multiplie les barrières contre les travailleurs étrangers et cherche à leur rendre la vie impossible.

Dans les entreprises

ArcelorMittal : non aux licenciements !

Le 21 mai, une centaine de syndicalistes ont manifesté devant le siège d'ArcelorMittal à Luxembourg pour dénoncer les vagues de licenciements annoncées par le groupe sidérurgique. En Belgique, 190 emplois sont menacés, et près de 2.000 postes pourraient disparaître à l'échelle européenne.

Ces suppressions de postes font suite à la décision d'ArcelorMittal, prise en février, de geler toute embauche parmi les employés, et les ouvriers ne sont désormais recrutés qu'en intérim — y compris à l'usine de Gand, où pourtant la production tourne à plein régime.

Face à la crise, le groupe veut préserver ses profits. Il ferme des sites, licencie massivement, et parie sur une hausse des prix de l'acier provoquée par la baisse de la production. En parallèle, ArcelorMittal gèle ses projets d'investissement, malgré les centaines de millions d'euros déjà versés par l'État belge et plus d'un milliard d'euros d'aides publiques promises pour électrifier la production à Gand.

Et c'est la même politique à Dunkerque, où le projet de décarboner la production est suspendu, malgré les subventions de l'État français.

Pendant ce temps, les actionnaires passent à la caisse : en 2024, ce sont 1,64 milliard d'euros qui leur ont été versés sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

Rive Gauche : tous savaient

Le 2 juin s'est tenu le procès du consortium d'entreprises du chantier du centre commercial de Charleroi Rive Gauche … neuf ans après les faits !

Des ouvriers égyptiens, kosovars, bulgares étaient obligés de travailler douze heures par jour, six jours par semaine, parfois sept jours sur sept, pour 800 euros par

mois. Un scandale dénoncé par les syndicats à l'entreprise donneuse d'ordre Valens - Duchène, à l'Auditorat du Travail, à la Ville de Charleroi (et à son bourgmestre socialiste d'alors, Paul Magnette) : en pure perte.

C'est l'action courageuse de huit ouvriers égyptiens retranchés en haut d'une grue pour réclamer des dizaines de milliers d'euros de salaires impayés qui a obligé la police et la justice à ouvrir les yeux. Les témoignages récoltés et les messageries des responsables, livrent des preuves accablantes. Mais les patrons exploiteurs, les promoteurs, le propriétaire du centre commercial, qui tous, ont profité de ces travailleurs, sont protégés par des essaims d'avocats et les lenteurs de la Justice. Ils ne risquent que des amendes, s'ils les payent un jour.

Fraude dans le bâtiment

Une fois n'est pas coutume, la Cour d'appel de Bruxelles a condamné l'une des dix plus grosses entreprises belges de la construction pour avoir fraudé les cotisations sociales.

En passant par des sociétés sous-traitantes fictives utilisant de faux contrats, de fausses factures et, en payant les travailleurs en liquide, les patrons de El Building et leur client Dherte ont éludé 1,84 million d'euros de cotisations à l'ONSS.

La plupart du temps, ce genre de montages frauduleux restent secrets. Les grandes entreprises ont les moyens de se payer des professionnels en « optimisation des charges », qui savent user de déclarations mensongères, d'emplois fictifs, de non-déclarations de salariés, pour récupérer des subventions ou éviter de payer des cotisations.

Les capitalistes sont les vrais voleurs de cette société. Ils vivent aux crochets de la population, de l'exploitation particulièrement violente des travailleurs du secteur de la construction… et de la fraude.

Colruyt : les moyens existent !

Colruyt vient de racheter les quarante magasins Delitraiteur. Une nouvelle démonstration de la santé des profits du groupe, qui a engrangé plus d'un milliard d'euros de bénéfices l'an dernier.

Les moyens existent pour de vraies hausses de salaires et de meilleures conditions de travail. Il ne reste plus qu'à aller les chercher !

Echos du bulletin "chemins de fer"

Pas de pré-accord, mais une lutte à préparer

Le "pré-accord" entre gouvernement et directions syndicales ne passe pas auprès des collègues. Partout où les dirigeants syndicaux l'ont fait voter, la majorité des affiliés s'y sont opposés. Il ne contient aucune de nos revendications et ne prépare en fait que des nouvelles attaques, de nouvelles restrictions au droit de grève.

L'intention du gouvernement n'a jamais été de négocier. Il ne reculera que contraint et forcé par une lutte qui s'étend, se renforce et se généralise dans le rail et dans tous les secteurs. Un tel élan ne se décrète pas mais nécessite qu'on s'organise pour s'y préparer.

Faire du neuf avec du vieux… c'est chaud !

Un train, heureusement pas rempli de passagers, a pris feu à Liège suite à un problème technique. Il s'agissait d'un de ces anciens trains dont la carrière a été prolongée, encore et encore, par mesure de rentabilité…

A force de vouloir retarder le départ à la retraite du matériel, comme des travailleurs… c'est partout que couve la braise du feu... social.

Pannes annuelles

Avec le retour de la chaleur, les convertisseurs des engins "Sprinter" tombent en panne. On a beau tenter de réparer, de préparer un autre train, ou bien de les remplacer rapidement, ça se traduit souvent par un train supprimé ou qui roule avec des problèmes.

Souvent, impossible de compenser le manque d'investissement. Courir ça ne marche pas pour rattraper les mesures d'économies qu'impose la logique capitaliste !

Pause technique

Le problème qu'on a avec les applications de la SNCB (Dita, e-Drive,...), c'est que les temps de chargement sont trop longs pour assurer la ponctualité... mais pas tout à fait assez pour une pause café !

La sécurité, une priorité ?!

A partir de décembre 2025, le système de sécurité ETCS (European Train Control System) est censé être obligatoire sur tous les trains. Mais beaucoup d'engins d'opérateurs de fret et internationaux n'ont pas été équipés dans les délais.

Quand un conducteur dépasse un signal, il est sanctionné, quand des entreprises ferroviaires gèlent les investissements vitaux dans la sécurité, l'Etat ferme les deux yeux.

Ukraine, la guerre et ses conséquences

La guerre en Ukraine continue de sévir avec son lot de violence pour les populations. Derrière les dévastations, les déplacements de populations et les morts, sévissent les grandes puissances qui se partagent ressources, terres rares, terres agricoles et marchés de la reconstruction.

Même au-delà de la guerre, la population ukrainienne souffrira d'avoir été sacrifiée sur l'autel des profits des grandes bourgeoisies occidentales et des oligarques ukrainiens et russes.

Des millions d'Ukrainiens ont émigré pour se réfugier à l'étranger, dont beaucoup de femmes, des dizaines de milliers sont morts dans les combats, disparus au front ou sous les bombardements. En particulier, la guerre a fait disparaître une génération d'hommes dans la force de l'âge qui, quand ils n'ont pas été pas trompés par les mensonges nationalistes, ont été mobilisés de force dans l'armée, parfois dans des rapts réalisés à même la rue.

Aujourd'hui, le nombre de morts est le triple de celui des naissances et l'Ukraine se dirige tout droit vers des problèmes démographiques du fait que la population baisse.

Les dirigeants ukrainiens commencent à s'inquiéter de comment ils pourront « *relancer l'économie* », c'est-à-dire les profits, en remettant la population au travail, car elle va manquer. Ils commencent à faire des plans pour tenter de faire revenir aux pays celles et ceux qui ont fui la guerre et attirer une main-d'œuvre immigrée et bon marché. Car l'Ukraine était et sera encore une région riche en ressources, mais avec des bas salaires.

Face aux rapaces occidentaux et aux profiteurs d'Ukraine comme de Russie, seule la révolte de la population, des travailleurs et des soldats, peut ouvrir une autre perspective que celle où la bourgeoisie fera tout pour faire payer aux travailleurs la perte humaine et matérielle de cette boucherie.

Gaza : les assassins en liberté



crédit: WHO

À Gaza, l'armée israélienne mène une guerre ouverte contre la population civile sans cesse déplacée, bombardée et affamée pour la pousser au désespoir et la préparer à l'exil forcé.

Le blocus de la bande de Gaza aggrave la famine et les quelques centaines de camions d'aide qui sont entrés sont très loin des besoins de la population. Pire, des tirs israéliens ont visé les distributions de nourriture chaotiques faisant plusieurs morts et des blessés.

Un historien qui a réussi à entrer et ressortir de Gaza dénonce comment l'armée bloque les convois, détourne l'aide, laisse agir des pillards, voire les protège. Il dénonce l'horreur et l'impossibilité de trouver de quoi se nourrir ou se soigner. Sur les 36 hôpitaux de l'enclave, 18 ont été rasés. Les autres fonctionnent à peine, sans médicaments, avec des installations détruites tandis que le personnel médical est lui aussi ciblé par les tirs.

Netanyahou et l'armée israélienne, soutenue militairement par les pays impérialistes, font tout pour rendre définitivement impossible l'existence des Palestiniens à Gaza mais aussi en Cisjordanie. Depuis plus de 75 ans, l'Etat israélien s'empare par la violence des terres palestiniennes.

Fin mai, le gouvernement israélien a annoncé la construction et la légalisation de 22 colonies supplémentaires en Cisjordanie, poursuivant sa volonté d'annexer totalement ce territoire. La colonisation s'est accélérée après le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023. Des routes et des murs protègent les colons en liant les colonies entre elles et empêchant l'existence des villages palestiniens.

Malgré toutes les difficultés, une partie de la population israélienne proteste contre les massacres du gouvernement israélien. À Tel Aviv, des manifestations dénoncent les crimes de guerre et à Sderot, à quelques kilomètres de Gaza, 400 personnes ont brandi des pancartes : « *Halte au génocide à Gaza* ».

Le courage de ces manifestants montre qu'un autre avenir est possible où les peuples n'auraient pas à vivre dans la peur et les guerres en permanence.

Suivez nous sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique.

Email:contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be